



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection
des Populations
Service protection de l'environnement

Valence, le 10 novembre 2017

Affaire suivie par : Valérie DELVAL
et DREAL U ID 26/07 : Catherine MASSON
Tél. : 04-26-52-22-09
Fax : 04-26-52-21-62
Courriel : valerie.delval@drome.gouv.fr

ARRÊTÉ PREFECTORAL N° 2017318-0013

**portant mise en demeure
au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
de remise en état de la carrière de la société BONNARDEL à SAULCE-SUR-RHONE**

**Le Préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

Vu la nomenclature des installations classées, notamment la rubrique 2510 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 14 du 5 janvier 1993 autorisant les établissements Gaston BONNARDEL, dont le siège social est situé à Besayes (26 300 Bourg de Péage), à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Saulce sur Rhône, au lieu-dit « Les Iles Sud », sur une superficie globale approximative de 5 ha et pour une durée de 15 ans ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 16 octobre 2017 ;

Vu le rapport et le projet d'arrêté de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 16 octobre 2017, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral n° 14 du 5 janvier 1993 susvisé prescrit, en son article 5, la remise en état des sols, qui consiste à rendre aux terrains concernés leur vocation agricole ;

CONSIDERANT que l'autorisation d'exploiter la carrière a été accordée pour une durée de 15 ans par l'arrêté précité, qui prévoit en son article 7.2 que l'achèvement de l'ensemble des opérations de remise en état devra être effectif dans un délai de 6 mois après la fin des travaux ;

CONSIDERANT que l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé prévoit, en son article 5, que l'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité et que la remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter ;

CONSIDERANT que la société Bonnardel a déposé le 17 janvier 2008 une demande de renouvellement-extension de sa carrière de Saulce sur Rhône au lieu-dit « Les Iles Sud » ;

CONSIDERANT que cette demande n'a pu aboutir favorablement et que le préfet de la Drôme s'est dessaisi de cette demande le 30 octobre 2014 ;

CONSIDERANT que l'entreprise Bonnardel n'a pas déposé de nouvelle demande d'autorisation d'exploiter la carrière depuis cette date ;

CONSIDERANT qu'une inspection de la carrière le 3 août 2015, suivie d'une visite le 7 mars 2016, a permis de constater que les terrains n'ont pas été remis en état, qu'une partie de la carrière est en eau et qu'une installation de traitement est présente sur le site ;

CONSIDERANT que par courrier du 22 mars 2016 l'entreprise Bonnardel fait savoir qu'elle prévoit une modification des conditions de remise en état de la carrière sus-visée ;

CONSIDERANT que ce projet a fait l'objet d'observations de l'inspection des installations classées adressées à l'exploitant par courrier du 21 juin 2016 et rappelées par lettre du 23 mai 2017 ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a apporté aucune réponse aux remarques pré-citées qui concernent en particulier l'impact sur le milieu naturel et la sécurité hydraulique ;

CONSIDERANT que la carrière se situe dans un site sensible, sur des terrains submersibles du Rhône, et comporte des surfaces non remblayées, qui pourraient présenter un risque de capture du lit du fleuve lors d'une crue particulièrement morphogène ;

SUR proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme ;

ARRETE

Article 1 :

La société BONNARDEL, dont le siège social est situé 145 impasse du Muguet 26 300 Alixan, est mise en demeure, concernant la carrière de sables et graviers qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saulce sur Rhône au lieu-dit « Les Iles Sud », dont l'exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral n° 14 du 5 janvier 1993 :

- de remettre le site en état, conformément aux dispositions de l'article 7 « Mesures de remise en état des terrains » de l'arrêté préfectoral n° 14 du 5 janvier 1993 modifié.

Article 2 :

Les travaux de remise en état visés à l'article 1, devront être achevés dans **un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 :

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

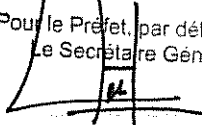
Article 5 :

Le présent arrêté sera notifié à la société BONNARDEL. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Saulce-sur-Rhône et tenue à la disposition du public.

Article 6 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme et madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à monsieur le directeur de la société BONNARDEL,
- à monsieur le maire de Saulce sur Rhône,
- au chef de l'unité inter-départementale Drôme-Ardèche de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Valence, le 10 NOV. 2017
Le Préfet,
Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général

Frédéric LOISEAU